

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le **29 décembre 2025**

Nos réf. : SHM/ET/MI n° 25 – 361

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS

7 rue Auguste Parisot – Parc d'Activité Plein Est - RD619
52000 CHAUMONT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 décembre 2025 dans l'établissement LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS implanté 7 rue Auguste Parisot, Parc d'Activité Plein Est - RD619 - 52000 CHAUMONT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est menée dans le cadre de la mise en service de l'établissement. L'arrêté d'autorisation en date du 1^{er} février 2021 prévoit des mesures à mettre en œuvre par l'exploitant notamment l'élaboration d'un programme de surveillance de la qualité de ces rejets aqueux, la sollicitation de l'avis d'un hydrogéologue sur le besoin ou non de suivre la qualité des eaux souterraines, des premiers contrôles de ses rejets atmosphériques et une étude de bruit.

La construction a commencé semble-t-il en juin/juillet 2021 et la réception des travaux a eu lieu le 13 juillet 2022. Les premières machines (hors chimie) ont été installées à partir d'août 2022. Néanmoins, depuis le début de l'installation des activités, la production ne semble avoir consisté majoritairement qu'à la qualification des machines, des process et des pièces produites.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS
- 7 rue Auguste Parisot - Parc d'Activité Plein Est - RD619 - 52000 CHAUMONT
- Code AIOT : 0003014538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS (LAFIS) est spécialiste à l'international des fixations et composants structuraux utilisés sur les fuselages d'avion et dans leurs moteurs. Le cœur de métier de la société est la déformation du métal, complétée par le traitement thermique, l'usinage. Le site de Chaumont a vocation à reprendre l'ensemble des activités du site actuel de Bologne d'ici 2030. Ces établissements sont spécialisés principalement dans la forge de pièces en métal (frappe à chaud). Les pièces élaborées sont développées en interne en étroite collaboration avec des motoristes et des équipementiers.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en service

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
16	Protections des ressources en eau Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
22	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 8.5.5.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 1.2.1	Sans objet
2	Gestion de l'établissement - Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.5.1	Sans objet
3	Gestion de l'établissement Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.5.2	Sans objet
4	Gestion de l'établissement Surveillance des	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.5.3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	émissions et de leurs effets		
5	Gestion de l'établissement - Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.5.3.2	Sans objet
6	Gestion de l'établissement - Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.5.3.3	Sans objet
7	Gestion de l'établissement - Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.5.3.4	Sans objet
8	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.6	Sans objet
9	Prévention de la pollution atmosphérique - Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 3.2.2	Sans objet
10	Prévention de la pollution atmosphérique - Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 3.2.3	Sans objet
11	Prévention de la pollution atmosphérique - Valeur limite de rejet	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 3.3.1	Sans objet
12	Prévention de la pollution atmosphérique - Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 3.3.3	Sans objet
13	Prévention de la pollution atmosphérique - Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 3.5.1	Sans objet
14	Protection des ressources en eau - Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Protection de la ressource en eau - Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.2.2	Sans objet
17	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.4.4	Sans objet
18	Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.5.2	Sans objet
19	Protection de la ressources en eau et des milieux aquatiques - VLE	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.7.1 et 4.7.3	Sans objet
20	Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.8	Sans objet
21	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 8.4.1.5	Sans objet
23	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 8.8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement se trouve toujours dans une phase de démarrage et ne peut satisfaire à l'ensemble des prescriptions de son arrêté d'autorisation. Néanmoins, l'exploitant met en œuvre les mesures afin de réduire ou de compenser les prescriptions non respectées. L'exemple de l'arrêt du rejet des bains d'acide nitrique dans sa STEP interne avant rejet dans le réseau communal en est un. En effet, celle-ci n'abattant pas suffisamment la part d'azote, l'exploitant a été conduit à renvoyer en centre de traitement son acide nitrique jusqu'à trouver une solution durable. Cette solution consistera en la construction d'une station de traitement biologique de dénitrification dont l'exploitant a obtenu le permis de construire et qui fera l'objet d'un PAC début 2026.

Même si les activités sont maîtrisées par l'exploitant, la prise en main des nouveaux bâtiments, des bâtiments neufs, du nouvel environnement, des outils nouveaux souvent innovants, des nouveaux procédés et la formation des personnels nécessitent un temps de mise au point. L'inspection des installations classées recommande néanmoins, notamment au regard des deux incidents sans gravité qui se sont produits en 2025, de veiller à mettre en œuvre l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'inspection des installations classées mettra en place une visite d'inspection au cours du premier semestre afin de s'assurer de la bonne prise en compte de la demande d'action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par la nomenclature des installations classées			
Prescription contrôlée :			
Les installations exploitées sont classées selon les rubriques et régimes définis ci-dessous :			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation et capacité
1450.1	A	Emploi ou stockage de solides inflammables, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne	Stockage de copeaux d'aluminium (déchets), représentant une quantité maximale de 15 tonnes (6 bigs bags x 2,5 tonnes)
4110.2a	A	Utilisation de substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg	Stockage d'acide fluorhydrique (HF), représentant une quantité maximale de 1,8 tonne (9 fûts de 200 litres)
4130.2a	A	Utilisation de substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 tonnes	Acide fluorhydrique (HF) en faible concentration (2,5%) dans une cuve tampon de la station d'épuration, et représentant une quantité maximale de 10 tonnes + autres produits en très petite quantité Total : 10,01 tonnes
2560.1	E	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 1000 kW	L'ensemble des équipements concourant au travail des métaux (débitage, presses, marteaux, ...) représente une puissance maximale de 8,05 MW
2565.2a	E	Revêtement métallique ou traitement des surfaces (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) par voie électrochimique ou chimique (procédés utilisant des liquides), à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670,	Le volume total des bains de traitement de surface (incluant les phases de dégraissage) est de 38,04 m ³

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation et capacité
		le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 1500 litres	
1185.2a	DC	Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés (...) dans des équipements frigorifiques clos en exploitation de capacité supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Les réfrigérants sont utilisés au niveau des équipements pour la production de froid industriel. La quantité maximale présente est de 651 kg
2565.4	DC	Traitement des surfaces par procédé de vibro-abrasion, le volume total des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 litres	Le volume total des cuves de vibro-abrasion est de 5 075 litres
2575	D	Emploi de matières abrasives, telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Les systèmes sont constitués de sableuses et grenailleuses, représentant une puissance maximale de 135 kW
4120.2a	D	Utilisation de substances et mélanges liquides de toxicité aigüe catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'exposition, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne mais inférieure à 10 tonnes	Bains de traitement de surface contenant de l'acide fluorhydrique concentré à 7 %, représentant une quantité maximale de 8,06 tonnes
1530	NC	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur ou égal à 1000 m ³	Entreposage de cartons, dans un volume maximal de 100 m ³
1532	NC	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur ou égal à 1000 m ³	Stockage de bois, dans un volume maximal de 120 m ³
1630	NC	Emploi ou stockage de lessives de soude renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égale à 100 tonnes	- <u>Matière première</u> (pour le laveur de gaz et les lignes de traitement de surface): 7,6 tonnes - <u>Production</u> (bains à base de soude) : 9,9 tonnes

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation et capacité
			- <u>Station d'épuration</u> (bains usées et neutralisation): 9 tonnes Total : 26,5 tonnes
2563	NC	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles , à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface, la quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant inférieure ou égale à 500 litres	Utilisation d'une fontaine de dégraissage et d'un dégraissant avant ressuage Total : 495 litres
2910.A	NC	Installation de combustion , consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, de la biomasse, (...), la puissance thermique nominale étant inférieure à 1 MW	Présence de plusieurs installations de combustion (dont la chaufferie pour la production d'eau chaude, et des chaufferettes au niveau des forges). Ces installations, distantes, ne sont pas techniquement raccordables. La puissance maximale retenue (chaufferie gaz en secours) est de 970 kW
2925	NC	Atelier de charge d'accumulateurs électriques sans production d'hydrogène , la puissance maximale de courant utilisable étant inférieure ou égale à 600 kW	Puissance de charge : 139 kW
3260	NC	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique (volumes associés au dégraissage exclus), le volume des cuves affectées au traitement est inférieur ou égal à 30 m ³	Le volume des cuves exclusivement associées au traitement de surface est de 25,4 m ³
4320	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégories 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1,	Quantité d'aérosols inférieure à 100 kg

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation et capacité
		la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 15 tonnes	
4330	NC	Liquides inflammables de catégorie 1 (...) , la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 tonne	Quantité maximale : 0,04 tonne
4440	NC	Solides comburants de catégorie 1, 2 ou 3 , la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 tonnes	Quantité maximale : 0,4 tonne
4441	NC	Liquides comburants de catégorie 1, 2 ou 3 , la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 tonnes	Quantité maximale : 0,04 tonne
4510	NC	Utilisation de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 , la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 tonnes	Quantité maximale : 2,91 tonnes
4511	NC	Utilisation de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 , la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes	Quantité maximale : 1 tonne
4734.2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (...) en stockage aérien , la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 tonnes	Quantité maximale : 3,5 tonnes

A : Autorisation / E : Enregistrement / D : Déclaration / NC : non classé

DC : Déclaration avec obligation de contrôle périodique, sans objet dans le cas d'un site A
(cf. article R.512-55 du code de l'environnement)

➤ Statut vis-à-vis des directives IED et SEVESO III :

Les activités de l'établissement ne relèvent pas du champ de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « directive IED ».

Les installations exploitées ne relèvent pas du champ de la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012, dite « directive SEVESO III » : l'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

Constats :

L'exploitant déclare que les rubriques et les régimes associés n'ont pas évolués.

Néanmoins, l'exploitant fait part de deux rubriques qui seront prochainement affectées.

Il s'agit des rubriques :

- 4110.2a dont le conditionnement actuel de 9 fûts de 200 litres d'acide fluorhydrique à 70% sera remplacé par 2 GRV de 800 litres d'acide fluorhydrique de 40 à 59% afin de réduire les manutentions et le risque de déversement lors des opérations de dépotage ;
- 3260 actuellement non classée puisque le volume des cuves de traitement de surface est de 25.4 m3, ce volume passerait à plus de 30 m3 faisant basculer la rubrique sous le régime de l'autorisation, également soumise à la directive IED ;

Si la modification de la première rubrique peut faire l'objet d'un simple porter à connaissance, le basculement de la rubrique 3260 sous le régime de l'autorisation, rubrique soumise à la Directive IED, pourrait être jugé comme substantielle au sens de l'article L181-14 du CE conformément au point 1 de l'article R.181-46 qui est regardé comme substantielle la modification apportée à une installation qui constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 et au regard de son tableau annexé. Ce tableau indique pour un projet de catégorie 1a ICPE concernant les installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement qui énumère les installations de l'annexe I de la Directive IED sont soumis à une évaluation environnementale. Ce qui est le cas du traitement de surface de la rubrique ICPE 3260.

Cette rubrique sera probablement traitée dans le cadre de la demande d'autorisation de la seconde tranche de construction et de transfert des activités du site de BOLOGNE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion de l'établissement - Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre auto-surveillance

Prescription contrôlée :

Mise en œuvre d'un programme d'auto-surveillance : principes et objectifs

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets, dit « programme d'auto-surveillance ». L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. Les mesures d'auto-surveillance peuvent être réalisées en interne ou sous-traitées par un laboratoire respectant les méthodes de référence en vigueur en termes de mesure, de prélèvement et d'analyse.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme d'auto-surveillance, y

<p>compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesures, de paramètres et de fréquences pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est en cours d'élaboration du document formel d'auto-surveillance avec l'appui du bureau d'étude en charge du projet global. Néanmoins, il a d'ores et déjà mis en œuvre un tableau de suivi des consommations et des analyses des rejets aqueux. L'exploitant n'assure pas encore d'auto-surveillance des rejets atmosphériques en raison de l'absence de compétences et du matériels. La surveillance des rejets se fait dans le cadre d'intervention d'un bureau de contrôle qui réalise les prélèvements, les analyses et les rapports selon la périodicité prescrite dans l'arrêté préfectoral. La première vient d'être menée en novembre 2025 est s'est déroulé conformément aux prescriptions de l'article 3.5.1 portant sur la surveillance des émissions en phase de démarrage traité plus loin.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande que le document traitant du programme d'auto-surveillance au sens du présent article lui soit communiqué dès la fin de son élaboration.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Gestion de l'établissement - Surveillance des émissions et de leurs effets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures comparatives</p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder au moins une fois par an à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto-surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p>

Constats :

L'exploitant fait réaliser les prélèvements et les analyses permettant de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que des valeurs mesurées. Ces mesures ont été réalisées le 11/12/2025. Elles montrent une absence d'écart sur 3 paramètres (ZINC, CUIVRE et FLUOR) et une dérive sur les autres paramètres (Azote global, Nickel, DCO, Fer et Alu) allant de 0.4% à 20%.

PARAMETRE	INTERNE	EXTERNE	écart en %	REMARQUES
AZOTE GLOBAL	309	372	-9,25	/
NICKEL	0,56	0,45	10,89	/
ZINC	<0,2 *	0,0025	/	inférieur gamme de lecture *
DCO	246	248	-0,40	/
CUIVRE	<0,1 *	0,0056	/	inférieur gamme de lecture *
FER	0,18	0,27	-20,00	/
ALU	0,12	0,16	-14,29	/
FLUOR	< 0,1	<0,1 *	/	inférieur gamme de lecture *

L'exploitant indique qu'en cas de dépassement de l'EMT, il procède à une nouvelle analyse interne (conservation des échantillons journaliers au réfrigérateur de la station jusqu'à un mois) :

- si le résultat est cohérent avec l'analyse externe ($X < \text{EMT}$), il conserve comme résultats cette deuxième analyse,
- si le résultat n'est pas cohérent avec l'analyse externe ($X > \text{EMT}$), il contrôle toutes sa chaîne de mesure, c'est-à-dire, vérification du technicien Environnement avec son opérateur du respect du protocole de la microméthode et de sa manipulation, réalisation d'un étalonnage du photomètre, vérification du bon fonctionnement de la micropipette,
- Enfin si toute la chaîne de mesure est respectée, le technicien Environnement en charge des analyses demande au laboratoire extérieur d'effectuer une seconde analyse, (le laboratoire conserve a minima un mois les échantillons)

Les étalonnages du photomètre sont réalisés automatiquement à chaque démarrage de l'appareil.

L'inspection des installations classées estime que le protocole mis en œuvre par l'exploitant répond aux prescriptions du présent article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion de l'établissement - Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.5.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Actions correctives
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. Lorsqu'une surveillance des eaux souterraines est effectuée, si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées. Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée et confirmée, l'exploitant, en informe sans délai le préfet, et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.
Constats : L'exploitant suit les résultats de ses analyses, les interprète et met en place les actions appropriées lorsque les résultats présentent des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires. Ce cas s'est produit sur la en Azote qui a dépassé la valeur dérogatoire de 450 mg/litre. En réponse à ce dépassement, l'exploitant a envoyé l'acide nitrique en centre de traitement. L'exploitant a fourni le bon de suivi des déchets (BSD) correspondant. L'exploitant projette la réalisation d'une station biologique de dénitrification pour laquelle il a obtenu un permis de construire sous réserve du dépôt d'un porter à connaissance (PAC). Ce PAC a nécessité la mise en service de l'activité de traitement de surface en phase de production nominale et de fonctionnement de la STEP existante afin de dimensionner au mieux la station biologique de dénitrification. Le PAC devrait être déposé en début d'année 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion de l'établissement - Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.5.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats rejets atmosphérique
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse le rapport de contrôle des rejets dans l'atmosphère dans le mois suivant leur réalisation. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts) et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Constats : L'exploitant a mené la première campagne de prélèvement et d'analyse des rejets atmosphériques en novembre 2025. Le rapport est en cours de rédaction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport de la campagne de mesure de novembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion de l'établissement - Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.5.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance rejets eau
Prescription contrôlée : Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions dans l'eau prescrite aux articles 4.71 et 4.73 sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet, dans le mois suivant la réalisation des analyses.
Constats : L'inspection des installations classées a ouvert les droits d'accès sur GIDAF ce 11 décembre 2025 et informé l'exploitant. L'exploitant doit se connecter une première fois afin d'initialiser le profil.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit renseigner GIDAF dans le mois suivant la réalisation des analyse. L'ensemble des analyses déjà menées en 2025 devront également être renseigné sous GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion de l'établissement - Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.5.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 6.2.4 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mené une campagne de mesure du bruit le 13 juin 2023 (rapport en date du 31/08/2023). Les mesures réalisées en limite de propriété sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement et du chapitre 6.2 portant sur les niveaux acoustiques de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°52-2021-02-002 du 1 février 2021.</p> <p>Conformément au présent article l'exploitant renouvellera une campagne en 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande la communication du rapport de la campagne de 2026 dès réception dans le mois suivant la réception du rapport par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Gestion de l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, l'exploitant est tenu de déclarer au ministre chargé de l'environnement les données ci-après :</p> <p>1°) les utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées,</p> <p>2°) les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau, de tout polluant indiqué à l'annexe II dudit arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident,</p> <p>3°) les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II dudit arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets,</p> <p>4°) les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du 2° ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a ouvert les droits d'accès sur GEREP ce 11 décembre 2025 et informé l'exploitant. L'exploitant doit se connecter une première fois afin d'initialiser le profil.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant le versement dans GEREP de la déclaration annuelle 2025 des émissions polluantes et des déchets début 2026.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
N° 9 : Prévention de la pollution atmosphérique - Conditions de rejet
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des rejets de l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tableau de l'article 3.2.2 identifie les différentes émissions canalisées et fixe les conditions générales de fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le tableau du présent article fait état de 20 conduits de rejets d'émissions atmosphériques. L'exploitant déclare avoir supprimé les rejets des conduits 15 et 16 correspondant au raccordement d'installation de bain dénommés respectivement "Wadis1" et "Wadis 2". Ces bains servaient à des traitement anticorrosion qui ont été remplacés par la mise en œuvre de sachet VCI (inhibiteurs de corrosion volatils). Les pièces sont ensachées sous vide. Cette technologie a permis de supprimer les produits des bains de traitement et de supprimer 2 émissaires sur les 20. La magnétoscopie n'est pas installée, le conduit 17 n'a donc pas de rejet. Une mise à jour des prescriptions pourra être menée dans le cadre du dépôt du prochain porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention de la pollution atmosphérique - Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse d'éjection des gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport sur les mesures des rejets atmosphériques est en cours de rédaction par le bureau d'étude qui a mené ces mesures en novembre 2025. Néanmoins, l'exploitant souhaitait avoir des valeurs sur le rejet du laveur de gaz sur lequel sont raccordés les ateliers de traitement chimique (traitement de surface). La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est de 12,41 m/s donc bien supérieure à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, ce qui est le cas puisque le débit est de 20952 Nm³/h. L'exploitant déclare que les autres rejets en activités lors des mesures par le bureau d'étude sont également conforme sur ces deux paramètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installation classées demande à l'exploitant la communication sous un mois à réception du rapport de contrôle des émissions atmosphériques.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 11 : Prévention de la pollution atmosphérique - Valeur limite de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 3.3.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites en concentration
--

Prescription contrôlée :

Les méthodes de référence en vigueur en termes de mesure, prélèvement et analyse, sont fixées dans un avis publié au Journal Officiel du 30 décembre 2020 (à la date d'application du présent arrêté).

Les rejets issus des installations doivent respecter au droit des différents points de rejet définis ci-après les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)
- à une teneur en O₂ de 21 %, à l'exception des installations de combustion.

Tableau

Constats :

Les résultats des analyses sur les rejets atmosphériques disponibles au jour de la visite d'inspection concerne les rejets du laveur de gaz (rejets 12 et 13) sur lequel sont raccordés les ateliers de traitement chimique (traitement de surface). Ils montrent des valeurs parfois nulles pour certains paramètres ou bien en dessous des seuils des valeurs limites en concentration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le rapport finalisé sera transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 12 : Prévention de la pollution atmosphérique - Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 3.3.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites fixées aux articles précédents s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une heure.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Constats :

Les prélèvements ont été réalisés sur 3 essais pour en tirer une moyenne et sur une période totale de plus d'une heure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Prévention de la pollution atmosphérique - Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions en phase de démarrage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de conforter les données de l'étude d'incidence et confirmer l'absence de rejet de certains polluants dans l'atmosphère, l'exploitant fait procéder à une analyse des paramètres faisant l'objet de valeurs limites en concentration dans le tableau de l'article 3.3.1 du présent arrêté, aux différents points de rejets concernés, selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une mesure dans les 3 mois suivant la mise en service des installations de traitement de surface, en sortie du laveur de gaz (points de rejet 12 et 13), sur l'ensemble des paramètres ; cette surveillance se poursuit trimestriellement durant la première année de fonctionnement des installations de traitement de surface uniquement sur les paramètres H^+, OH^-, HF et NO_x. - une mesure dans les 3 mois suivant la mise en service des postes d'enverrage et de parachèvement (points de rejet 1 à 11) sur l'ensemble des paramètres ; cette surveillance se poursuit trimestriellement durant la première année de fonctionnement de ces installations sur le seul paramètre 'poussières totales'. - une mesure dans les 6 mois suivant la mise en service des autres installations, sur l'ensemble des paramètres faisant l'objet de valeurs limites en concentration dans le tableau de l'article 3.3.1 du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant la production nominale du site a démarré en septembre 2025. La mesure à 3 mois prescrite par le présent article sur le laveur de gaz a été menée en novembre 2025 sur l'ensemble des rejets en activités comme sur les rejets 12 et 13 du laveur de gaz.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mènera sur la première année d'exploitation, comme le prescrit le présent article, des mesures tous les 3 mois depuis la première analyse de novembre 2025 sur les rejets 12 et 13 sur les paramètres H^+, OH^-, HF et NO_x, ainsi que sur les autres rejets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Protection des ressources en eau - Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.2.1												
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau												
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie (y compris les essais de sprinklage) ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : <table><tr><th>Origine de la ressource</th><th>Usages</th><th>Consommation annuelle</th></tr><tr><td rowspan="3">Réseau d'adduction communal</td><td>- sanitaires et entretien courant</td><td>6000 m³</td></tr><tr><td>- production d'eau chaude sanitaire</td><td></td></tr><tr><td>- eaux de procédé</td><td>8100 m³</td></tr></table>			Origine de la ressource	Usages	Consommation annuelle	Réseau d'adduction communal	- sanitaires et entretien courant	6000 m ³	- production d'eau chaude sanitaire		- eaux de procédé	8100 m ³
Origine de la ressource	Usages	Consommation annuelle										
Réseau d'adduction communal	- sanitaires et entretien courant	6000 m ³										
	- production d'eau chaude sanitaire											
	- eaux de procédé	8100 m ³										
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. En particulier, <ul style="list-style-type: none">- la réfrigération en circuit ouvert est interdite- l'exploitant réutilise les eaux de pluie pour des usages sanitaires ou de process ; à cet effet il dispose d'une réserve de 900 m³ permettant de collecter les eaux de pluie.												
Constats : L'eau provient du réseau communal et d'une réserve d'eau pluviale d'une capacité de 900 m ³ . L'eau de pluie alimente le réseau des eaux de procédé. L'exploitant vise un niveau de 70 à 80% de part d'utilisation de cette eau dans sa consommation annuelle. L'exploitant déclare les consommations suivantes : <table><tr><th>Usages</th><th>2024</th><th>2025 à la date de la VI</th></tr><tr><td>Sanitaires et entretien courant</td><td>4173 m³</td><td>1598 m³</td></tr><tr><td>eaux de procédé</td><td>5282 m³</td><td>6213 m³</td></tr></table>			Usages	2024	2025 à la date de la VI	Sanitaires et entretien courant	4173 m ³	1598 m ³	eaux de procédé	5282 m ³	6213 m ³	
Usages	2024	2025 à la date de la VI										
Sanitaires et entretien courant	4173 m ³	1598 m ³										
eaux de procédé	5282 m ³	6213 m ³										
Les volumes sont conformes aux valeurs autorisées par le présent article.												
Type de suites proposées : Sans suite												

N° 15 : Protection de la ressource en eau - Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des consommations d'eau		
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement.		

Ces résultats sont portés sur un registre (éventuellement informatisé) et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a opté pour une solution de type GTC (Gestion Technique Centralisée) qui permet la remontée des données en temps réel via des compteurs « intelligents » sur ses différentes installations/ateliers ou ensemble sanitaire. 30 compteurs au total sont répartis dans l'usine pour suivre les usages de l'eau.

La consommation de l'eau est rigoureusement suivie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Protections des ressources en eau - Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation spécifique des ateliers de TdS

Prescription contrôlée :

Les systèmes de rinçage sont conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible.

Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de rinçage ;
- les vidanges de cuves de rinçage ;
- les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;
- les vidanges des cuves de traitement ;
- les eaux de lavage des sols ;
- les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de refroidissement ;
- les eaux évaporées ;
- les eaux pluviales ;
- les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.

On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage. Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et subit un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

La consommation spécifique d'eau (estimée à 4,3 l/m2/fonction de rinçage dans son dossier d'autorisation environnementale), ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

Constats :

L'exploitant n'a pas fourni le justificatif de consommation spécifique d'eau qui doit être inférieur à 8 litres par mètre carré de surface traitée. Ce paramètre est lié à la dérogation sur les valeurs de rejet des paramètres DCO et Azote global du point de rejet 1a des eaux industrielles provenant des TTS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des séparateurs d'hydrocarbures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de dispositif décanteur-séparateur hydrocarbure qui a fait l'objet d'un nettoyage annuel comme le confirme le bon de travail de la SAS CASTEL ASSAINISSEMENT du 17/10/2025 et les bordereaux de suivi des déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.5.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet	
Prescription contrôlée :	
Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets suivants :	
Point de rejet (et de prélèvement) vers la station d'épuration communale	N° 1 - Eaux usées industrielles

Localisation	X : 806898 - Y : 2350658
Exutoire du rejet / Milieu naturel récepteur	Rejet vers la station d'épuration communale de Chaumont

Points de prélèvements internes :

Point de rejet (et de prélèvement)	N° 1a - Eaux industrielles TTS, sortie station
Localisation	X : 806970 - Y : 2350614
Nature des effluents	Eaux résiduaires issues de l'atelier de traitement de surface (+ tribrofinition et attaque micro au laboratoire)
Traitement avant rejet	Station physico-chimique interne

Point de prélèvement	N° 1b - Eaux industrielles hors TTS
Localisation	X : 806974 - Y : 2350621
Nature des effluents	Eaux résiduaires issues des autres ateliers (ressuage, nettoyage des ateliers, divers)
Traitement avant rejet	Débourbeur / déshuileur

Point de prélèvement	N° 1c - Eaux de lavage karcher
Localisation	X : 806941 - Y : 2350627
Nature des effluents	Eaux résiduaires issues de l'aire de lavage (karcher)
Traitement avant rejet	Débourbeur / déshuileur

Point de rejet (et de prélèvement) vers la station d'épuration communale	N° 2 - Eaux usées domestiques
Localisation	X : 806941 - Y : 2350800
Nature des effluents	eaux usées domestiques issues des sanitaires et du restaurant d'entreprise

Exutoire du rejet / Milieu naturel récepteur	Rejet vers la station d'épuration communale de Chaumont
Traitement avant rejet	Séparateur à graisses pour les eaux des cuisines du restaurant d'entreprise

Point de rejet (et de prélèvement) vers le milieu récepteur	N° 3 - Eaux pluviales de voiries , sortie bassin d'orage et séparateur d'hydrocarbures
Localisation	X : 806897 - Y : 2350603
Nature des effluents	eaux pluviales collectées au droit des voiries, via des noues imperméabilisées
Exutoire du rejet / Milieu naturel récepteur	Bassin d'infiltration de la ZAC Plein'Est transit préalable par un bassin d'orage (capacité 1341 m ³) avec un débit de fuite de 70 l/s, selon cahier des charges ville de Chaumont
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures

Point de rejet (et de prélèvement) vers le milieu récepteur	N° 4 - Eaux pluviales de toitures - secteur Sud
Localisation	X : 806866 - Y : 2350656
Nature des effluents	eaux pluviales de toitures du bâtiment principal de production et des bâtiments STEP / zone déchets
Exutoire du rejet / Milieu naturel récepteur	Bassin d'infiltration sur site (capacité 2744 m ³)
Traitement avant rejet	<i>aucun</i>

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de 46700 m².

Les points de rejets ainsi définis figurent sur le plan figurant à l'annexe 3 du présent arrêté.

Constats :

Les rejets sont conformes. Aucune modification n'est intervenue. Le projet de station biologique de dénitrification viendra s'interconnecter entre la station physico-chimique interne, rejet n°1a et le point de rejet n°1 dans le réseau de la station communale de Chaumont.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Protection de la ressources en eau et des milieux aquatiques - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.7.1 et 4.7.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires et pluviales		
Prescription contrôlée :		
<p>Les rejets d'eaux résiduaires industrielles respectent les valeurs limites suivantes, en concentration et en flux. La concentration est mesurée sur un effluent brut non décanté.</p> <p>La fréquence de suivi est définie selon les paramètres dans les tableaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Macropolluants</u> <p>Tableau</p> <p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.</p> <p>Ces valeurs limites ainsi que les fréquences de contrôle associées peuvent être distinctes de celles fixées par la convention de rejet évoquée à l'article 4.6.2, qui s'appliquent également à l'exploitant.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse sont les méthodes fixées dans un avis publié au Journal Officiel du 30 décembre 2020 (à la date d'application du présent arrêté).</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Micropolluants</u> <p>L'exploitant procède, dans les 6 mois suivant la mise en service des installations, à une campagne d'analyse des substances dangereuses (micropolluants) visées à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé, paragraphe III.2°.</p> <p>Sur la base des résultats d'analyses, les substances dangereuses, lorsqu'elles sont rejetées par l'établissement, respectent les valeurs limites associées.</p> <p>L'exploitant formule, dans les 3 mois suivant la réalisation des analyses, ses propositions en matière de fréquence de surveillance de ces rejets.</p> <p>Les eaux pluviales rejetées vers le milieu récepteur, doivent respecter les valeurs limites en concentration suivantes, et faire l'objet d'une analyse périodique selon les fréquences fixées ci-après :</p>		
	Point 3 eaux pluviales voirie	Point 4 eaux pluviales toitures
paramètres	Concentration (en mg/litre)	Fréquence de contrôle
Demande chimique en oxygène (DCO)	125	annuelle
Matières en suspensions (MEST)	35	35

Hydrocarbures totaux	5	5
----------------------	---	---

Constats :

Les prélèvements ont été effectués le 17/03/2025 et ont été analysés le 19/03/2025. L'exploitant a transmis par rejet les résultats suivants :

Rejet 1a eaux industrielles TTS

DCO : 324 mg/litre < 600* max 1200 mg/l

Azote global : 692 mg/l > 150* max 450 mg/l

** Pour les paramètres DCO et Azote global, il peut être dérogé aux valeurs limites fixées respectivement à 600 mg/litre et 150 mg/litre, dans les limites fixées dans la convention de rejet (en concentration et en flux), et lorsque la consommation spécifique définie à l'article 4.2.3 est inférieure à 8 litres/m²/fonction de rinçage.*

Cette analyse montre un dépassement de la valeur limite en Azote global. Suite à ce constat, l'exploitant a dans un premier temps confiné les rejets des bains d'acide nitrique et les évacuent en centre de traitement (BSD fournis), et dans un second temps a lancé le projet d'une station de traitement biologique de dénitrification dont le dossier de porter à connaissance devrait être déposé en début d'année 2026.

A l'exception des MES à 43 mg/l dépassant la valeur limite de 30 mg/l, les autres paramètres respectent les valeurs limites.

Rejet 1b eaux industrielles hors TTS

Analyse prévue en janvier 2026.

Rejet 1c : eaux de lavage karcher,

DCO : 365 mg/l < 2000 mg/l

MES : 29 mg/l < 600 mg/l

Hydrocarbures totaux : 0.8 mg/litre < 5 mg/litre

Rejet 3 : eaux pluviales voirie

DCO : 78 mg/litre < 125 mg/litre

MES : 8 mg/l < 35 mg/litre

Hydrocarbures totaux : 2.2 mg/litre < 5 mg/litre

Rejet 4 : eaux pluviales toitures

Les eaux de toitures sont récupérées dans un réservoir de 900 m³. En 2025, l'exploitant n'a pas observé un écoulement du trop plein vers le bassin d'infiltration et n'a donc pas permis de réaliser un prélèvement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 4.8
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'impact de l'établissement sur les eaux souterraines
Prescription contrôlée : <p>Avant la mise en service des installations, l'exploitant saisit un hydrogéologue qui devra se prononcer sur l'opportunité de procéder au contrôle de l'état des eaux souterraines au droit du site, au regard de la nature du sous-sol (perméabilité, profondeur de la nappe, etc.) et des éléments du dossier de demande d'autorisation environnementale sur les risques de pollution liés aux activités exercées.</p> <p>Dans le cas où une surveillance des eaux souterraines devrait être réalisée, cet expert devra également :</p> <ul style="list-style-type: none">• définir l'emplacement approprié pour l'implantation des dispositifs de surveillance à mettre en place en fonction du contexte du site et du sens des écoulements souterrains transitant sous le site• définir la nature de ces dispositifs et émettre des recommandations concernant les modalités de leur réalisation• définir les modalités de la campagne de surveillance en tenant compte des caractéristiques de la nappe• La caractérisation de l'état des eaux souterraines doit tenir compte du comportement des eaux souterraines, c'est-à-dire des conditions hydrodynamiques et des battements de nappe, phénomènes qui peuvent nécessiter une voire deux années d'observation selon le cas, avant de pouvoir appréhender le comportement de la nappe. <p>L'avis et les recommandations de l'hydrogéologue seront remis à l'inspection des installations classées accompagnés des propositions de l'exploitant.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas saisi d'hydrogéologue et a déclaré qu'il pensait que ce sujet avait été traité dans le cadre de l'instruction du dossier initial. L'inspection des installation classées n'a pas trouvé d'information contredisant la prescription du présent article de l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Bien que les mesures nécessaires de prévention des pollutions accidentelles soient prévues par l'exploitant et prescrites dans le projet d'arrêté préfectoral, les activités de l'établissement sont intrinsèquement susceptibles de générer une pollution des sols et des eaux souterraines. Néanmoins, les quantités de produits toxiques qui seront mises en œuvre sont inférieures au seuil imposant une surveillance des eaux souterraines (Article 65 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation).</p> <p>L'exploitant a indiqué que le bureau d'étude (INGEA) en charge du DAE de la tranche 2 répondra à cette question. Un rapport de base évaluera les risques de pollution du sous-sol et de la nappe qui permettra de statuer sur la faisabilité de cette surveillance. Ce document est commandé au bureau d'étude dont la rédaction débutera en janvier 2026.</p>

L'inspection des installations classées estime que l'étude qui sera menée dans le cadre du DAE de la seconde tranche devrait satisfaire la prescription du présent article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 8.4.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage des locaux

Prescription contrôlée :

- *Cantonnement*

Les bâtiments sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 m² et d'une longueur maximale de 60 mètres.

Ils disposent dans leur partie haute d'écrans de cantonnement qui sont constitués soit par des éléments de la structure (couverture, poutre, murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles conformes aux normes en vigueur.

- *Exutoires de désenfumage*

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC), conformes aux normes en vigueur (NF EN 12 101-2, version octobre 2003 ou toute version ultérieure en vigueur).

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture. Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les différentes parties de l'installation.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle, hormis dans le cas des locaux hydrauliques où seul un désenfumage mécanique est opéré.

La surface utile de l'ensemble des exutoires de désenfumage est définie selon le plan figurant à l'annexe 6 du présent arrêté.

La commande manuelle des DENFC (une par canton) doit être facilement accessible depuis chaque accès. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe. En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

- *Amenées d'air frais*

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer.

Constats :

Le principe de désenfumage (plans) présenté dans le DAE est conforme à la réglementation. L'inspection des installations classées a constaté par échantillonnage dans le local d'usage chimique la présence des lanterneaux double -ouvrant conformément aux plans du DAE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 8.5.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des mesures de maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait référence à l'étude de dangers qui étudiait différents scénarii :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1A.1 Renversement lors de la livraison ou du dépotage ou mélange de produits ou fuite sur le camion de livraison - HF concentré à 70% • 1A.2 Fuite sur un fût dans le local de dépotage- HF concentré à 70% • 1A.7 Incendie sur le local CHIMIE et émission de fumées suite au départ de feu • 2.2 Explosion sur le réseau de gaz dans la forge - Rampes à gaz • 2.4 Incendie sur une Fosse de presse • 4.1 Incendie sur le Stockage de produits combustibles du magasin général • X. Pollution des eaux en cas d'incendie <p>Au regard de ces scénarii identifiés, l'exploitant et en cours de formalisation de la liste des mesures de maîtrise des risques dans le cadre de la rédaction du plan de gestion de crise appuyé par le bureau d'étude ayant produit l'étude de dangers.</p> <p>Des formations sont menées auprès des employés et des consignes sont données au poste de garde où sont renvoyés l'ensemble des détections et alertes.</p> <p>Ce dispositif non formalisé mais fonctionnel a été mis à l'épreuve lors de deux départs d'incendies en 2025 rapidement maîtrisé, grâce au système de détection, d'alerte, de la bonne réaction des personnels et de la bonne transmission auprès des services de secours. Dans l'attente de la formalisation de la liste des mesures de maîtrise des risques, la surveillance 24h/24 et 7j/7 au poste de garde et les rondes associées, les systèmes de détection incendie et gaz centralisés au poste de garde, permettent d'assurer une maîtrise satisfaisante des risques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande que la liste des mesures de maîtrise des risques soient rapidement établie conformément aux prescriptions du présent article.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 23 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2021, article 8.8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; • des robinets d'incendie armés, permettant d'attaquer par 2 côtés opposés dans les ateliers de production non sprinklés ; • un système d'extinction automatique d'incendie, couvrant les ateliers ou installations suivants : <ul style="list-style-type: none"> - locaux hydrauliques, locaux techniques (air comprimé, local sprinkler, local eau industrielle) - archives - fosses des presses - les installations de traitement de surface - locaux 'chimie' (y compris le dépotage) - magasin général <p>Le sprinklage est assuré par une réserve d'eau sur site d'environ 370 m³.</p> <p>Les locaux électriques bénéficient d'une extinction gaz.</p> <ul style="list-style-type: none"> • des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. <p>De plus, le réseau incendie public est en mesure de délivrer un débit minimal de 100 m³/h à une pression minimale de 1 bar, alimentant un réseau interne de 11 poteaux incendie répartis sur le périmètre de l'établissement mais situés en dehors des zones d'effets issus des flux thermiques déterminés par l'étude des dangers.</p> <p>Afin de permettre de disposer du volume d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie (besoin dimensionné à 300 m³/h pendant 2 heures), 2 réserves incendie de 260 m³ chacune viennent compléter la disponibilité de la ressource en eau. Ces 2 réserves sont chacune munies de 2 aires d'aspiration.</p> <p>Compte tenu du recours possible à une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de cette ressource. Il s'assure périodiquement (au moins annuellement) auprès de la collectivité ou du gestionnaire du réseau de la disponibilité des débits.</p> <p>Le matériel installé doit respecter la nomenclature des fiches techniques du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie susvisé, pour la mise en place des points d'eau incendie et des réserves incendie. La visite de reconnaissance initiale évoquée à l'article 8.8.8 aura vocation à valider les dispositifs mis en place par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'entretien et de contrôle du système de surveillance, de détection et d'alerte et contre les incendies et la formation de gaz. Le rapport montre</p>

l'opérationnalité du système.
Type de suites proposées : Sans suite